



Rapport Annuel 2012



Délégués/ées au 29e Congrès mondial tenu à Durban, Afrique du Sud, en novembre 2012



Public Services International
Internationale des Services Publics
Internacional de Servicios Públicos
Internationale der Öffentlichen Dienste
Internationell Facklig Organisation för Offentliga Tjänster
国際公務労連

Sommaire

Travailler « dans l'intérêt de tous »	2
« Dans l'intérêt de tous » - Congrès mondial de la PSI 2012	3
Egalité et droits syndicaux	4
Renforcement syndical et solidarité internationale	6
Services sociaux et de santé	7
Services publics de distribution	8
Administration publique et multinationales	9
Services municipaux	10
Programme sur la migration	11
Politique et gouvernance	12
Services publics de qualité et fiscalité équitable	13
Afrique et Pays arabes	14
Asie-Pacifique	15
Inter-Amériques	16
Europe	17
États financiers de la PSI 2012	18
Personnel de la PSI	19



TRAVAILLER « DANS L'INTÉRÊT DE TOUS »

Contribuer de façon remarquable au bien-être des peuples du monde entier : tel est l'objectif de l'Internationale des Services Publics, de nos affiliés et de chacun des membres de ces syndicats. En collaborant de façon solidaire avec un nombre croissant de partenaires, nous luttons sans relâche pour bâtir des sociétés plus civiles et plus démocratiques, dans lesquelles tous les citoyens sont égaux. Ces valeurs communes nous renforcent et insufflent une nouvelle énergie à notre volonté de résoudre au quotidien les problèmes les plus épineux.

Les thèmes abordés dans le présent rapport annuel démontrent bien l'ampleur de notre travail : soutenir la démocratie et les syndicats indépendants, lutter pour l'égalité et une fiscalité équitable, proposer des alternatives à l'austérité, exiger le

respect des droits humains et syndicaux, promouvoir l'offre de services publics de qualité, soutenir les mesures visant à lutter contre le changement climatique, mettre en œuvre notre programme auprès des agences et des institutions internationales, combattre les partisans de la privatisation et les gouvernements qui s'y soumettent, refuser fermement la corruption et les attaques à l'encontre du bien public.

Chacune des pages suivantes pourrait être développée dans un livre à part entière. Les thèmes abordés reflètent tous les espoirs, les rêves et les défis des travailleurs, ainsi que le travail accompli sans relâche par nos membres.

Pour de plus amples informations, nous vous invitons à consulter notre site Internet www.world-psi.org. ➤

« DANS L'INTÉRÊT DE TOUS » - CONGRÈS MONDIAL DE LA PSI 2012



Quelques-unes des près de 700 délégués présents au Congrès mondial de la PSI

Le personnel, les affiliés et les équipes de coordination du Congrès, de Ferney-Voltaire comme de Johannesburg, ont mené à bien tous les préparatifs du 29e Congrès mondial de la PSI, qui s'est tenu du 27 au 30 novembre à Durban, en Afrique du Sud.

Des réunions réglementaires des organes statutaires, ainsi que des réunions connexes, se sont tenues juste avant le début du Congrès. Préalablement au Congrès, la PSI a également organisé une série de séminaires sectoriels et transversaux, dont un atelier sur la migration ; une réunion à l'attention des coordinateurs de projets financés par LO-TCO ; une réunion des jeunes travailleurs ; un séminaire sur les services publics de qualité dans les municipalités ; un Caucus des femmes ; différents séminaires autour du thème de la santé, notamment sur la proportion de personnel infirmier par rapport aux patients et sur le VIH/SIDA ; ainsi qu'un séminaire sur les services de distribution. Etant donné la nécessité d'un déplacement anticipé vers Durban et les frais d'hébergement supplémentaires, ces réunions ont connu une forte participation.

Le Congrès 2012 a accueilli près de 700 délégué(e)s. Si ce chiffre est inférieur au nombre de participant(e)s au Congrès du centenaire de la PSI, organisé en 2007 en Autriche, l'équilibre entre les genres s'est toutefois amélioré. En effet, les délégués comptaient 45 % de femmes, contre 41 % en 2007. Cependant, seuls 39 % des responsables de délégation étaient des femmes. Au total, en prenant en compte les observateurs, les invité(e)s et le person-

nel de la PSI, plus de 1 200 personnes ont participé au Congrès.

L'objectif du Congrès visant à s'accorder sur l'orientation et le travail de la PSI pour les cinq prochaines années a pu être atteint lors d'un débat ouvert, en séance plénière, sur la résolution fondamentale n°1 « Programme d'action 2013-2017 : une justice sociale basée sur des services publics de qualité et les droits syndicaux », ainsi que sur les amendements et les résolutions émanant des affiliés.

Pour la toute première fois, le vote des résolutions a été organisé par voie électronique, permettant ainsi d'afficher les résultats sur les écrans en quelques secondes seulement. Le Programme d'action 2013-2017 ainsi que les amendements et les résolutions connexes formulés par les affiliés ont obtenu un franc soutien. En effet, à plusieurs reprises, les votes « pour » ont oscillé entre 92 % et 100 %. La résolution visant à amender les Statuts a été adoptée, dépassant de loin la majorité des deux-tiers requise.

Au total, le Congrès a adopté 47 résolutions, dont six résolutions d'urgence sur le Japon, le Mali, la République démocratique du Congo, la Tunisie, l'Ouganda, ainsi qu'un mandat à l'attention du futur Conseil exécutif au regard des cotisations. L'ensemble des résolutions ont été diffusées dans les trois volumes reprenant les décisions du Congrès, disponibles dans toutes les langues officielles : <http://www.world-psi.org/fr/resolutions-du-congres-mondial-de-la-psi>.

Autre nouveauté de ce Congrès 2012 : l'organisation de sessions

interactives visant à approfondir les débats sur les principaux points du Programme d'action. Le Conseil exécutif avait soulevé quatre thèmes clés : « Se mobiliser pour gagner », « Lutter contre les inégalités économiques », « Faire progresser les droits syndicaux » et « L'égalité et la lutte contre les discriminations ». Présidée par un(e) vice-président(e) de la PSI, chaque séance accueillait différents intervenants internationaux qui ont pris part à des débats avec les participants.

Rosa Pavanelli a été élue Secrétaire générale de la PSI avec 72 % des votes, l'emportant ainsi sur le Secrétaire général en fonction, Peter Waldorff. En 105 ans d'existence, c'est la toute première fois qu'une femme est élue à la tête de la PSI. Anciennement dirigeante de la fédération italienne des employés du secteur public (*Federazione Lavoratori Funzione Pubblica FP-CGIL*), Mme Pavanelli assurait également la fonction de Vice-présidente de la PSI pour la région Europe. Dans son discours d'acceptation, Rosa a insisté sur la nécessité de défendre les services publics et de lutter pour les droits des membres de la PSI, à savoir le droit de chacun à la justice, à la solidarité, à l'égalité, ainsi qu'à des sociétés plus justes et plus durables. Elle a également mis en lumière le rôle crucial des femmes dans les syndicats des services publics. Dave Prentis, Secrétaire général d'UNISON (Royaume-Uni), a été réélu à la Présidence de la PSI.

En matière de communication, ce Congrès a donné naissance à de nombreuses innovations. Un site Internet entièrement dédié au Congrès a été mis en

place – <http://congress.world-psi.org/fr>. Pendant le Congrès, des newsletters quotidiennes ont été imprimées puis diffusées à tous les délégués, publiées sur Internet et envoyées par courriel à l'ensemble des affiliés. Pour la toute première fois, les réseaux sociaux ont en outre été largement utilisés, notamment :

- Blog quotidien : profils des délégué(e)s et actualités du Congrès sur <http://congress.world-psi.org/blog>
- Galerie de photos publique sur www.flickr.com/photos/psi_isp_iska/collections/72157632088316686/
- Clips vidéo www.youtube.com/user/psiglobalunion
- Couverture radio par *RadioLabour* www.radiolabour.net/
- Fils Twitter en direct tout au long du Congrès <https://twitter.com/PSIglobalunion>

Parmi les événements phares, il convient de mettre en lumière la manifestation « une taxe Robin des Bois pour le bien commun » organisée le troisième jour du Congrès. Plus de 1 000 participant(e)s au Congrès ont revêtu des chapeaux vert clair et répondu à l'appel lancé en faveur d'une taxe sur les transactions financières.

L'organisation de ce Congrès en Afrique du Sud a permis à la PSI de mettre à l'honneur un pays doté d'un précieux patrimoine. En effet, le programme culturel a proposé des performances incroyables, telles que la chorale Clermont Choir, ou encore les danseurs Kwaito Ebkhosini. 🎶



Les danseurs du Kwaito Ebkhosini donnent la bienvenue aux délégués de la PSI en Afrique du Sud

EGALITÉ ET DROITS SYNDICAUX



Tchad

En 2012, les mouvements syndicaux et de femmes du monde entier ont connu une année particulièrement difficile. À l'échelle internationale, les forces néo-libérales se sont réunies pour tenter de venir à bout des droits des travailleurs et des droits sociaux si durement gagnés. Les mesures d'austérité ont favo-

risé la privatisation, diminué les dépenses publiques, réduit la taille et le rôle de l'état, et presque éradiqué le dialogue social et la négociation collective sur les lieux de travail du secteur public.

La longue lutte pour l'égalité a été retardée par des coupes ou des compressions budgétaires à l'égard des institutions publiques qui promeuvent l'égalité des femmes, tant sur le lieu de travail qu'au sein de la société. Pour subvenir aux besoins de leur famille, de plus en plus de femmes – durement touchées par les restrictions au niveau des emplois et des services du secteur public – ont été contraintes d'accepter des emplois précaires et de travailler ainsi pendant de longues heures, pour un maigre salaire, et dans de mauvaises conditions de travail. L'accès restreint à la santé et à l'éducation, ainsi que la diminution des revenus, auront un impact à long terme sur le statut des femmes et des filles au sein de la société.

Lors des réunions des institutions

internationales, l'image dépeinte n'était guère plus gaie.

La 56e session de la Commission de la condition de la femme des Nations Unies s'est réunie au mois de mars afin de débattre des étapes à entreprendre pour soutenir les femmes vivant en zones rurales et le développement rural. En raison de la résistance opérée par les forces conservatrices et les gouvernements de droite, les participant(e)s ne sont pas parvenus à s'accorder sur des conclusions.

En juin 2012, lors de la Conférence internationale du Travail, le groupe des employeurs avait perturbé le travail de la Commission de l'application des normes en prétendant que les experts n'étaient pas habilités à interpréter les conventions. Dans un effort manifeste visant à mettre à mal le système de contrôle de l'OIT, le groupe des employeurs et certains gouvernements ont empêché d'aborder les différents cas liés au droit de grève. Les négociations visant à sortir de cette impasse se sont poursuivies en 2013.



Swaziland

Attaques à l'encontre des syndicats

En **Algérie**, le gouvernement a refusé de respecter les conventions collectives. Certains représentant(e)s syndicaux ont été harcelés à de nombreuses reprises. En mai 2012, les membres de la SNAPAP ont entamé une grève de la faim et organisé de nombreuses manifestations et actions, avec le soutien de la PSI.

Au **Botswana**, le gouvernement a refusé de négocier, supprimé le droit de grève, désigné de larges domaines des services publics comme « services essentiels », et entamé des licenciements illégaux.

La PSI a appelé le **gouvernement croate** à cesser ses attaques à l'encontre des travailleurs et travailleuses, et des syndicats. Elle a également apporté son soutien au *Croatian Trade Union of Nurses and Medical Technicians*, qui a rejoint d'autres syndicats à l'occasion d'une grève générale, organisée le 29 novembre dernier, afin de protester contre les modifications apportées unilatéralement aux conventions collectives par le gouvernement, et contre son refus d'entamer un dialogue social.

Au **Guatemala**, les membres du *National Union of Health Workers of Guatemala* (SNTSG) ont été la cible d'assassinats. Le syndicat a mis en lumière la mauvaise gestion des infrastructures de santé publique du pays et accusé le précédent ministre de la Santé de corruption. Le 24 mars dernier, le dirigeant du SNTSG, Luis Ovidio Ortiz Cajas, et quatre autres syndicalistes, ont été sauvagement tués. Le jour de leur enterrement, une tentative d'enlèvement du Secrétaire général du *Children's Hospital of Infectious Diseases*, Mauricio Garcia Ruiz, a pu être déjouée. Le 7 août, Ricardo Morataya Lemus,

conseiller syndical au SNTSG, a été assassiné, tandis que Melvy Lizeth Camey Rojas, Secrétaire générale du Département Santa Rosa du SNTSG, a été frappée de deux balles.

En **Equateur**, le gouvernement a contraint de nombreux travailleurs et syndicalistes du secteur public à remettre leur démission. Il a en outre refusé la négociation collective et restreint la liberté d'association.

En **Jordanie**, les membres du *General Trade Union for Workers in Electricity* ont été arrêtés pour le seul fait d'avoir exercé leurs droits légitimes. La PSI a exhorté le gouvernement à cesser toute agression envers le syndicat et ses représentant(e)s, en appelant au dialogue et à une solution pacifique.



Turquie

Le **Swaziland** refuse toujours de reconnaître les droits à la négociation collective et la liberté d'association. Le 12 juillet dernier, les forces de police ont ouvert le feu lors d'une manifestation pacifique organisée par des syndicalistes du secteur public. Au moins 12 d'entre eux ont été blessés et transportés à l'hôpital.

La PSI a été profondément choquée par le projet de loi contre l'homosexualité présenté par le Parlement d'**Ouganda**. Chacun a le droit de choisir son partenaire sexuel et ne doit pas être condamné pour son orientation. A l'heure où nous rédigeons ces lignes, cette loi n'a pas encore été adoptée.

La PSI a appelé le gouvernement **tunisien** à protéger les droits syndicaux, en exigeant la conduite d'une enquête approfondie sur les violentes attaques perpétrées à l'encontre du *Tunisian General Union of Labour* et de ses membres, ainsi que sur les incendies criminels qui ont ravagé les locaux du syndicat.

En **Turquie**, si les campagnes menées par la PSI ont permis la libération de plusieurs syndicalistes, les persécutions font toujours rage. Quinze membres du KESK, la confédération du secteur public, ainsi que des représentant(e)s des syndicats SES, Tüm Bel Sen, BES et Egitim Sen, ont été emprisonnés sur la base d'accusations aussi fausses que vagues. De concert avec ses affiliés et d'autres syndicats mondiaux, la PSI poursuit son travail en faveur de leur libération et du respect des droits humains et syndicaux. Pour conclure sur une note plus positive, pour la toute première fois depuis 33 ans, les syndicats turcs ont célébré la Journée internationale des travailleurs 2012 dans le lieu symbolique de la place Taksim – fruit d'une pression constante opérée par les syndicats turcs, en collaboration avec les syndicats mondiaux. 🇹🇷

RENFORCEMENT SYNDICAL ET SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Dans plus de 70 pays, les affiliés de la PSI se sont mobilisés dans le cadre de projets de renforcement syndical. Dans ce contexte, de nombreux progrès ont été accomplis en 2012, notamment :

- Un accord sur la réintroduction d'un système de retenue à la source pour les travailleurs et travailleuses du secteur public au Burkina Faso.
- Des avancées notables vers une ratification de la Convention 151 (Négociation collective dans le secteur public) aux Philippines.
- Les campagnes de syndicalisation menées avec succès par des affiliés turcs, ayant permis d'accroître le recrutement et la représentation des travailleurs et travailleuses précaires.
- Le renforcement des campagnes contre les violations des droits syndicaux au Botswana, au Tchad, en Équateur et au Swaziland.
- L'opposition à la restructuration du secteur de l'eau au Kenya, qui aurait facilité le processus de privatisation.

- Une évaluation des 10 années d'activités de la PSI en République démocratique du Congo, révélant un renforcement considérable de l'affiliation syndicale et du dialogue social, ainsi que l'émergence de l'égalité des genres au sein des sphères dirigeantes des syndicats.

Quelques avancées majeures réalisées grâce à des projets :

- Avec le soutien des affiliés Kommunal, ST et VISION, et grâce aux fonds spécialement dégagés par l'Agence suédoise pour le développement international (Sida), la PSI est parvenue à mener à bien un projet axé sur l'essor de la démocratie dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MENA). Couvrant la période 2012-2013, ce projet cible la syndicalisation sectorielle, le dialogue social et les pratiques des syndicats démocratiques en Égypte, en Tunisie, en Jordanie et au Liban. Il comprend également un volet spécifique sur le leadership des femmes dans la sous-région arabe.

- Un projet soutenu par le syndicat néerlandais AbvaKabo, en partenariat avec des affiliés de la PSI au Brésil, a été lancé dans le but de sensibiliser les syndicats aux droits des lesbiennes, homosexuels, bisexuels et transsexuels (LGBT) et de promouvoir l'intégration des droits des LGBT aux stratégies de négociation collective des syndicats.
- Une initiative soutenue par les affiliés finlandais JHL et TEHY sera marquée par le lancement, au cours de l'année 2013, d'un nouveau projet de syndicalisation dans le secteur de la santé en Afrique de l'Ouest.
- La réalisation d'une brochure pédagogique sur la coopération entre l'affilié irlandais IMPACT et la PSI, à l'attention des syndicalistes.

En avril 2012, le groupe de travail de la PSI sur le renforcement syndical (UDWG) s'est réuni à Amsterdam et a présenté une demande d'intégration au Programme d'action 2013-2017 de la PSI, adopté par le Congrès en novembre.

En janvier 2013, une délégation d'affiliés de la PSI soutenant les projets de renforcement syndical a rencontré Rosa Pavanelli, la nouvelle Secrétaire générale de la PSI, afin d'aborder les stratégies et les opportunités au regard des futures activités de projets. Les participants étaient unanimes : les projets de développement syndical représentent un outil d'une importance capitale pour atteindre les objectifs de la PSI. En outre, il convient de prendre de nouvelles mesures afin de garantir la continuité et le renforcement du bon succès des projets. ➤



Réunions de projets de la PSI en Égypte (ci-dessus) et au Botswana (droite)



Des travailleurs de la santé en bonne santé

La PSI a lancé une campagne visant à améliorer la sécurité et la santé au travail, prévenir les blessures causées par les piqûres de seringue et enrayer la propagation de maladies transmissibles par le sang, telles que l'hépatite et le SIDA. Nous avons en outre lancé une campagne de vaccination contre l'hépatite B, conformément aux directives de l'Organisation mondiale de la Santé, et encouragé le recours à des dispositifs d'injection sûrs afin de prévenir tout risque.

En 2012, le DVD « *Sharp Sense* » (initialement disponible en anglais, en français et en portugais brésilien) a été traduit en allemand et en espagnol, puis remis aux affiliés du monde entier, ainsi qu'aux participants au Congrès 2012, accompagné d'une nouvelle traduction du guide de discussion.

Pendant trois ans, la PSI a coordonné un projet visant à renforcer les mécanismes de réaction des syndicats du secteur public face au VIH et au SIDA dans le sud de l'Afrique. Dans le cadre de ce projet, 34 affiliés de la PSI, provenant de 11 pays, ont pu partager et mettre en œuvre les bonnes pratiques. Une synthèse et une évaluation de ce projet sont disponibles sur www.world-psi.org/en/public-sector-unions-combating-hiv-aids-southern-africa.

Améliorer l'environnement de travail des services de santé

Le transfert des services d'assistance et de soins de santé (nettoyage, blanchissage, déchets, laboratoires) vers le secteur privé, par le biais de la privatisation ou de l'externalisation, dégrade la situation professionnelle et les conditions de travail des travailleurs de la santé. La détérioration des services publics et le manque de personnel entraînent un climat de surmenage, de tension, de stress et de violence.

Un atelier sur ce thème a été organisé lors de la réunion du Groupe de travail sur les services sociaux et de santé (HSCSTF), qui s'est tenue les 18 et 19 avril 2012. Un deuxième atelier a été consacré à la sécurité et à la santé au travail. La réunion du HSCSTF a été suivie d'une rencontre du personnel infirmier qui s'est déroulée le 20 avril.

Parmi les autres thèmes abordés lors de la réunion du HSCSTF, on peut notamment citer :

- Des discussions autour de la campagne en faveur d'une taxe sur les transactions financières défendue par les syndicats du personnel infirmier.
- Le statut d'une base de données conviviale sur les Conventions et Recommandations de l'OIT en matière de SST, accessible via le site Internet de la PSI.
- La situation des médecins et infirmiers de Bahreïn, emprisonnés et torturés après avoir soigné des blessés lors d'une manifestation d'opposition au gouvernement à Manama.
- Une déclaration de soutien en faveur des travailleurs de la santé licenciés en Equateur.
- Les droits de l'homme et les droits du travail en Tunisie après la révolution, ainsi que la transition démocratique inachevée dans ce pays.
- Une présentation du rapport du Comité international de la Croix-Rouge « Les soins de santé en danger : une étude portant sur seize pays » par son principal auteur, Robin Coupland.
- Une brève présentation d'un outil conjoint de l'OIT et de l'OMS, baptisé Healthwise, visant à améliorer les conditions de travail dans les établissements de soins de santé, par le personnel des deux organisations.

La PSI a soutenu la troisième conférence internationale sur la violence dans le secteur de la santé qui s'est tenue en octobre 2012, en intégrant le comité d'organisation et le comité scientifique en charge du programme de la Conférence. La PSI s'intéresse particulièrement aux risques encourus par le personnel des services publics intervenant en situation d'urgence et lors de catastrophes. Il s'agit d'une nou-

veauté pour la Conférence, qui s'intéressait jusqu'alors à la violence dans les milieux traditionnels de la santé. La PSI a invité et parrainé un orateur principal pour présenter le rapport du CICR, intitulé « Les soins de santé en danger : une étude portant sur 16 pays ».

Lutte pour des services de santé de qualité pour l'ensemble des travailleurs et des utilisateurs

En 2012, la PSI a tenu deux symposiums en partenariat avec *Forum for Health*, une ONG établie à Genève. Le 26 juin, une conférence intitulée « Droit au travail et droit à la santé : les travailleurs ayant des handicaps physiques ou mentaux » a réuni des intervenants de l'OIT, l'OMS, l'UNISON, Handicap International, ainsi que d'une ONG suisse (GREPSY).

Une deuxième conférence, baptisée « L'Après - OMD : la protection sociale par et pour les travailleurs », s'est tenue le 10 décembre. Présidée par la PSI, cette conférence a été animée par un groupe de discussion réunissant des orateurs de l'OIT, l'OMS, la CSI, Medicus Mundi, World Vision, ainsi que de la Mission permanente du Brésil auprès de l'Organisation des Nations Unies (Genève).

En outre, préalablement au Congrès mondial de la PSI, deux séminaires sur la santé ont été organisés avec des affiliés. L'un de ces séminaires était intitulé « Le rapport patients-personnel infirmier, sécurité des patients et satisfaction du personnel et, en particulier, effectifs du personnel infirmier dans les hôpitaux sud-africains ».



Kenya

Energie

Deux réunions clés sur l'énergie – la première animée par le syndicat national des ouvriers métallurgistes d'Afrique du Sud (NUMSA), la seconde par le *Global Labour Institute* de l'Université Cornell – ont mis en lumière les défis posés par le changement climatique et la nécessité de réduire les émissions de carbone, indiquant que le mouvement syndical devait mettre en place son propre programme à cet égard.

Le NUMSA s'inquiète tout particulièrement du fait que les subventions publiques continueront d'alimenter les profits du secteur privé. Le syndicat plaide en faveur d'une production publique, décentralisée et/ou coopérative des énergies renouvelables, notamment pour aider les personnes les plus défavorisées non raccordées au réseau. Le GLI de Cornell a lancé une initiative prônant la démocratie énergétique et a invité les affiliés à y participer www.ilr.cornell.edu/workerinstitute/initiatives/labor-environment-and-sustainable-development.html

Le soutien direct accordé aux affiliés de la PSI s'est notamment traduit par des missions visant à renforcer l'opposition manifestée par le Syndicat national des employés de l'électricité au Nigeria (NUEE) face à la privatisation malavisée de l'énergie, préconisée par la Banque mondiale et soutenue par des hauts responsables du gouvernement corrompu. L'Unité de recherche internationale sur les services publics (PSIRU) a contribué à la rédaction d'un certain nombre de rapports, tandis que le NUEE a poursuivi son courageux combat et ce, malgré l'occupation des lieux de travail par l'armée, sur demande du gouvernement.

Après des années de lutte, la WAPDA, syndicat de l'énergie au Pakistan, semble avoir découragé les investisseurs privés. La PSI est parvenue à soutenir le syndicat à l'aide d'un certain nombre d'outils, notamment en utilisant les rapports de la PSIRU, en intervenant auprès de l'OIT et en faisant pression sur le gouvernement.

Au Maghreb, la PSI a aidé les syndicats à composer avec le projet Desertec, un concept prévoyant la construction de capteurs solaires en masse pour approvisionner l'UE en électricité. La PSIRU a publié trois rapports visant à faire la lumière sur les acteurs et les difficultés. Si le projet Desertec semble actuellement au



Russie

point mort, il mériterait toutefois que l'on s'y intéresse au cours du prochain cycle. La PSI a aidé notre affilié tunisien, l'UGTT Électricité et Gaz, à établir des liens avec certaines ONG partenaires bien informées sur la question de la fracturation hydraulique. Avec le soutien de la PSI, l'UGTT a lancé une campagne nationale réclamant un moratoire sur la fracturation, en attendant les résultats de recherches appropriées sur l'impact environnemental.

Le chercheur de la PSIRU établi en Afrique du Sud a contribué à la rédaction de rapports réguliers à l'attention des affiliés de la PSI dans tous nos secteurs, notamment en mettant l'accent sur la corruption.

Eau

La PSI a collaboré avec ses affiliés et partenaires pour résister à la privatisation, promouvoir la remunicipalisation et plaider en faveur de partenariats public-public.

Nous avons soutenu les affiliés et les groupes de la société civile à Djakarta (Indonésie), dans le cadre de leur campagne contre les contrats privés pour la ville. L'élection d'un nouveau gouverneur pourrait amorcer la résolution des problèmes. Nos affiliés ont continué de se mobiliser pour défendre leurs droits et leurs intérêts, en partenariat avec des groupes de la société civile.

Au Kenya, la PSI a travaillé sur un projet visant à encourager les partenariats public-public pour contrer les investisseurs privés et renforcer les services

publics. En vertu d'une nouvelle constitution, 47 comtés devraient se voir attribuer d'énormes pouvoirs en matière de prestation de services, une situation qui viendra compliquer les efforts de syndicalisation. Nous nous attendons à de nouvelles tentatives de création de syndicats jaunes, visant à ébranler nos affiliés.

En Amérique latine, les coalitions continentales telles que Contaguas, Red Vida et La Plataforma affichent une solide participation syndicale. Leurs membres ont défendu le concept des partenariats public-public, aussi bien entre les pays qu'au sein d'une même nation.

Forum Alternatif Mondial de l'Eau

Le Forum Mondial de l'Eau, cet événement triennal qui s'est tenu à Marseille, en mars dernier, semblait s'être essoufflé. Malgré l'aide de 30 millions d'euros octroyée par le gouvernement français, les allées sont restées presque vides et les séances se sont résumées à une simple reprise de concepts vieillissants, dépourvue d'intérêt.

Le Forum Alternatif Mondial de l'Eau (FAME), organisé par des ONG françaises, la PSI et d'autres membres du réseau mondial en faveur de la justice de l'eau, s'est avéré, de loin, plus dynamique. En raison d'un budget restreint, le FAME s'est tenu dans un entrepôt aménagé à proximité du vieux port de Marseille et a réuni de nombreux participants pour trois jours de rencontres et de mobilisation. Les syndicats de la PSI ont activement parti-

cipé à l'événement. La FSESP a organisé une réunion du Comité relatif à l'initiative citoyenne européenne, dont les membres sont venus grossir les rangs des syndicats et ont insufflé un nouvel élan. Le FAME a mis en avant nos principaux domaines de prédilection, à savoir la lutte contre la privatisation, l'amélioration de la gestion publique, l'implication des citoyens et des travailleurs dans la prise de décision, ou encore les partenariats public-public.

Sommet de la Terre – Rio+20

Le monde entier est presque unanime : les deux années de négociations, ayant donné naissance à la déclaration de Rio+20, n'ont pas permis d'offrir la vision politique et le programme d'action permettant de faire face aux principaux problèmes en matière de développement durable.

Nous nous sommes essentiellement concentrés sur le secteur de l'eau, pour lequel nous avons conservé la formulation relative au droit à l'eau dans le texte officiel. Dans le cadre du processus officiel de l'ONU, la PSI a fait partie d'un groupe d'experts de haut niveau sur l'eau. La PSI constituait dès lors la seule organisation syndicale consultée sur un sujet non directement lié aux préoccupations syndicales.

Lors du Sommet des Peuples, qui s'est tenu en parallèle, nous avons renforcé nos liens avec nos partenaires. Les secteurs de l'eau et de l'énergie étaient bien représentés. Le syndicat brésilien FNU a rassemblé de nombreux membres et militants et coordonné des ateliers dans le Pavillon de l'Eau.

Au cours de l'Assemblée des employés de la CSI-CSA, des représentants de la PSI ont assuré un plaidoyer contre la privatisation, et en faveur d'un socle de protection sociale et de services publics de qualité, tout en mettant en avant la nécessité d'une justice fiscale pour financer les services publics. ➤



Indonésie

Administration publique

La PSI a soutenu les projets et les activités des affiliés dans le Cône Sud de l'Amérique latine, dans le cadre de la mise en place d'un réseau fonctionnel de syndicats de l'administration centrale. Ce réseau mène des actions conjointes pour venir en aide aux syndicats en conflit dans la région.

Par le biais de la négociation collective, les affiliés sont parvenus à améliorer considérablement les salaires des employés de l'administration centrale, ainsi qu'à réduire le nombre de contrats précaires. Au Chili, les affiliés de l'administration centrale ont réalisé des avancées notables dans le cadre de leur lutte pour se faire reconnaître, en signant un projet d'accord avec le gouvernement visant à créer des forums sur les bonnes pratiques syndicales, le travail décent, la liberté d'association, la négociation collective et l'égalité des chances. Les affiliés ont organisé des campagnes en faveur de services publics de qualité, notamment en dénonçant les cas de corruption.

Au Kenya et en Tanzanie, les syndicats de la fonction publique ont travaillé de concert pour influencer les réformes du secteur public à l'échelle nationale. À titre d'exemple, nos affiliés tanzaniens ont obtenu des améliorations des services publics afin d'aider les citoyens dans leur circonscription, ainsi que la réglementation

de ces services en fonction des ressources humaines compétentes.

Le secrétariat avait chargé la PSIRU de réaliser une étude internationale sur la corruption dans les services publics. Cette étude vient contredire la conviction largement répandue selon laquelle la corruption concerne principalement les pays en développement. Elle met en lumière les pratiques de corruption quotidiennes dans les démocraties occidentales et démontre que de puissantes multinationales soudoient les politiciens dans d'autres régions du monde afin d'avoir accès aux ressources nationales, de privatiser les services publics et d'obtenir l'impunité en cas d'implication dans des activités illégales. Cette étude a mis en exergue diverses mesures destinées à lutter contre la corruption, telles que la dénonciation, et a apporté des précisions sur les initiatives de lutte contre la corruption et sur le rôle des organisations intergouvernementales. Devant un tel constat, le secrétariat aidera les affiliés à élaborer des supports de campagne pour combattre la corruption au sein de l'administration publique.

Un événement pré-Congrès a constitué le point de départ idéal pour une campagne mondiale contre la corruption. Dans le cadre de cette campagne, le secrétariat a accepté de travailler en étroite collaboration avec le syndicat du personnel des organes publics de contrôle d'Amérique latine, notre partenaire dans l'organisation de cet événement pré-Congrès.

Multinationales

Le Conseil exécutif de la PSI a adopté des directives sur les négociations avec des multinationales, définissant les procédures, le contenu et la mise en œuvre des accords internationaux.

La PSI et les fédérations syndicales internationales ont rencontré la direction de la multinationale française GDF SUEZ afin d'aborder ses politiques de reporting social, la mise en application de l'Accord Mondial, ainsi que les informations devant être fournies par l'entreprise sur ses filiales et chaînes d'approvisionnement.

Forte de l'Accord Mondial sur l'élaboration de Principes Communs conclu avec GDF SUEZ, la PSI a soutenu notre affilié

UWUA tout au long du litige l'opposant à United Water, la filiale américaine de GDF SUEZ, au regard des droits à la négociation collective. L'UWUA nous a indiqué que, grâce aux interventions répétées de la PSI, il a été en mesure de conclure un accord de négociation collective avec United Water dans un certain nombre de villes américaines.

En raison d'un différend lié à un accord sur la répartition du capital, une réunion internationale prévue en 2012 entre les représentants syndicaux et le PDG de l'entreprise, au sujet des activités et des politiques du groupe, a été annulée. À l'heure actuelle, nous mettons tout en œuvre pour que cette conférence soit organisée sur une base annuelle, à compter de 2013.

La PSI a entamé des négociations avec ENEL, multinationale italienne du secteur de l'énergie et société mère de l'entreprise espagnole/latino-américaine ENDESA, au regard de la conclusion d'un Accord-Cadre Mondial couvrant ses activités dans plus de 40 pays. Les négociations en cours sont menées en consultation avec le Comité d'entreprise européen et IndustriAll, une organisation sœur de la PSI.

Des contacts ont été établis avec d'autres intervenants syndicaux afin de renégocier l'Accord-Cadre Mondial existant avec EDF, société française du secteur de l'énergie. ➤

SERVICES MUNICIPAUX



Norvège

Sous-traitance – privatisation

En 2012, les gouvernements locaux et les municipalités ont eu fortement tendance à privilégier la privatisation impliquant des activités de sous-traitance. Cependant, en raison de la crise financière, les gouvernements centraux et locaux se sont retrouvés sous pression. Des mesures d'austérité malavisées, notamment en Europe, ont conduit à la dégradation des services publics et à la perte de centaines de milliers d'emplois.

Pour tirer le meilleur parti des services publics, les sociétés privées disposent de nombreuses opportunités de taille, telles que la privatisation, les partenariats public-privé ou encore un nouveau modèle de participation mis en place par le gouvernement britannique au regard des services partagés.

Parmi les autres tendances observées, on peut notamment citer la décentralisation des responsabilités des gouvernements centraux vers les autorités locales, sans transfert de fonds suffisants pour préserver les services. La détérioration des services qui en a découlé constitue un facteur déterminant, qui ouvre la porte à la privatisation. Face à cette situation, les affiliés de la PSI, des mouvements citoyens, entre autres groupes, jouent un rôle crucial dans la promotion de la remunicipalisation, ainsi que dans le transfert des responsabilités aux acteurs locaux.

Développement de réseaux

Dans la plupart des pays, les syndicats municipaux doivent pouvoir compter sur l'expérience et le soutien des autres pour résister aux attaques à l'encontre des conditions de travail et des systèmes de sécurité

sociale. En 2012, de nombreux efforts ont permis de développer des réseaux régionaux. Plusieurs semaines avant le Congrès de la PSI, un réseau régional baptisé *African Municipal and Local Government Unions' Network* (AMALGUN) a été lancé, afin de permettre aux syndicats plus forts de soutenir leurs confrères. Le réseau municipal d'Amérique latine a quant à lui pu poursuivre ses activités grâce au soutien de notre syndicat municipal autrichien. La réunion pré-Congrès sur les municipalités a également favorisé la création d'un nouveau réseau municipal mondial comptant plus de 100 participants.

Campagne pour des services publics de qualité

Dans le secteur municipal, la campagne mondiale pour des services publics de qualité, baptisée *Services publics de qualité – Passons à l'action !*, a concentré ses activités sur un projet pilote mené à l'échelle locale à Durban. Ce dernier visait à soutenir fermement les services publics en conjuguant les efforts des travailleurs, de la société civile et de la municipalité. C'est ainsi que nous avons pu mettre en place un partenariat tripartite favorisant le dialogue social. Cependant, les changements ne se produiront pas du jour au lendemain. La pauvreté, le manque de financement public et le scepticisme face aux nouvelles méthodes de collaboration s'avèrent difficiles à surmonter. Ce projet a permis aux participants de poser les premiers jalons d'un avenir meilleur pour leur ville. ➤

PROGRAMME SUR LA MIGRATION

L'année 2012 a été marquée par l'achèvement de la quatrième phase du Programme sur la migration internationale et les travailleurs des services sociaux et de santé de la PSI. Ce programme visait à renforcer la capacité des syndicats des services publics à réagir aux causes, aux conséquences et aux défis posés par la migration, dans le cadre du travail quotidien des syndicats.

Les résultats ont de loin dépassé les attentes. A présent, les syndicats de la PSI représentant les travailleurs et travailleuses sociaux et de la santé dans les pays participants sont à même d'inciter leurs gouvernements à engager un dialogue social sur la migration et les ressources humaines dans le domaine de la santé. Ils parviennent à atteindre et à syndiquer les travailleurs et travailleuses migrants. En outre, ils ont amélioré leur capacité à influencer les politiques nationales et internationales sur la migration, le commerce et le travail, et parviennent à acquérir des droits pour les travailleurs et travailleuses sociaux et de la santé.

Par le biais d'une recherche participative, ce programme est parvenu à documenter et à analyser l'impact de la migration sur les services sociaux et de santé. Une centaine de syndicalistes représentant 18 affiliés au Ghana, au Kenya, en Afrique du Sud, ainsi qu'en Australie et aux Philippines, ont ainsi reçu une formation. Ces chercheurs et chercheuses ont ensuite mené 1 941 entretiens et 17 débats en groupe sur le sujet, avec des travailleurs et travailleuses sociaux et de la santé, des travailleurs et travailleuses migrants, des agences gouvernementales et des groupes professionnels. En utilisant la recherche comme un outil de communication, les syndicats sont également parvenus à recruter des centaines de nouveaux membres.

Cette recherche a mis en lumière les principaux facteurs poussant les tra-

vailleurs et travailleuses à migrer, notamment les bas salaires, les mauvaises conditions de travail, un manque de personnel, une faible satisfaction au travail, des pressions au travail, un manque d'opportunités de formation et un bien faible financement des systèmes de soins de santé. Elle a ainsi pu confirmer la corrélation entre une augmentation du salaire et des avantages et une faible volonté des travailleurs et travailleuses de migrer.

En ce qui concerne les pays d'accueil des migrants, tels que l'Australie, l'étude a révélé que les travailleurs et travailleuses migrants recrutés au moyen de visas de travail temporaires étaient sujets à l'exploitation – travailler de longues heures pour un plus maigre salaire – et en permanence confrontés à la crainte d'être licenciés et renvoyés dans leur pays s'ils rejoignent un syndicat et/ou font valoir leurs droits.

Cette étude a ainsi confirmé le travail crucial mené par les syndicats dans la défense des droits des travailleurs et travailleuses, et la négociation de meilleurs salaires et conditions, afin de réduire de façon efficace l'émigration et la fuite des cerveaux. Elle a également formulé des recommandations d'actions à l'attention des gouvernements et des syndicats. Vous pouvez télécharger les rapports de recherche par pays à l'adresse suivante : www.world-psi.org/en/issue/migration.

Les syndicats se sont servis des conclusions et des recommandations afin d'entamer un dialogue social sur la migration et les ressources humaines dans le domaine de la santé. Ces données ont jeté les bases de leur plaidoyer en faveur d'une hausse des salaires et d'une amélioration des conditions de travail. Ils ont également créé des « Bureaux pour les migrants », à savoir des centres mis en place dans les locaux des syndicats et sur les lieux de travail, et visant à offrir des informations, des conseils, des possibilités de syndi-

calisation, des services de soutien et de réseautage aux migrants, comme à leurs familles. Cette initiative pionnière a reçu un accueil favorable de la part des agences gouvernementales et autres organisations de la société civile en contact avec les migrants.

En vue d'élargir le programme sur la migration de la PSI à l'ensemble de l'Europe, le Secrétariat de la PSI a collaboré avec ses affiliés de la région méditerranéenne afin de préparer et de soumettre une demande de financement pour le programme (à l'étape de note conceptuelle) à l'IEVP-CTMED, un programme de financement de l'Union européenne. Ce projet entend favoriser la collaboration et la solidarité des syndicats des services publics au regard des droits des migrants dans la région méditerranéenne. Cette note conceptuelle a passé la phase de sélection. Les affiliés de la zone méditerranéenne, en Italie, en Espagne, à Malte, en Jordanie, en Palestine, ainsi qu'au Liban, ont dès lors été invités à soumettre une nouvelle demande complète pour un projet de deux ans. Les résultats de cette demande seront connus à la mi-2013. Enfin, en novembre 2012, à l'occasion du séminaire et de l'atelier sur la migration, organisés préalablement au Congrès de Durban (Afrique du Sud), les partenaires du projet et les affiliés ont pu se rencontrer afin de débattre des activités de la PSI en matière de migration. Les participant(e)s ont ainsi pu faire le point sur les progrès accomplis ces cinq dernières années, notamment dans le cadre du programme. Ils ont analysé les tendances continues et émergentes en matière de migration internationale, mises au jour par les résultats de la planification et de la recherche participative liées au projet. Sur la base de ces débats, les participant(e)s ont élaboré un nouveau Programme d'action sur la migration pour la période 2013-2017, adopté par le 29e Congrès mondial de la PSI. ➤



Les institutions internationales – dont le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, l'Organisation de Coopération et de Développement Économiques ou encore l'Organisation mondiale du Commerce – influencent les politiques et programmes internationaux qui affectent les membres de la PSI de façons diverses et variées.

En promouvant des politiques néo-libérales échappant au contrôle des gouvernements élus, elles ne cessent d'imposer à nos membres une forte austérité. Nous devons renforcer notre capacité à impliquer ces institutions, et veiller à ce qu'elles assument les conséquences de leurs actes.

En mars dernier, la PSI a assisté aux réunions de printemps de la Banque mondiale et du FMI, pour veiller à ce que des services publics de qualité soient bien pris en compte dans les nouvelles activités émergentes à l'échelle internationale sur le socle de protection sociale, et s'opposer aux mesures d'austérité.

Nous sommes également intervenus auprès du FMI afin qu'il poursuive son travail sur les aspects techniques de la taxe sur les transactions financières. Le FMI a effectué un certain nombre de déclarations positives sur la nécessité de prendre de nouvelles mesures fiscales et de réglementer le secteur financier.

Ces réunions ont également permis de s'accorder sur une position commune – avec la CSI et le Conseil des Syndicats mondiaux – à adopter lors des différents forums du G20. La PSI a veillé à ce que ces déclarations intègrent bien la nécessité d'offrir des services publics de qualité. Aux côtés de la CSI, nous avons appelé à inclure des normes du travail dans les accords de financement de la Banque mondiale pour les prêts accordés au secteur public, et désapprouvé le recours à des indicateurs de flexibilité du travail dans le rapport « *Doing Business* » de la Banque mondiale.

La PSI a assisté à différentes réunions de comités relatifs à la gouvernance publique au sein de l'OCDE, en vue de promouvoir les intérêts de ses membres et de contrôler les politiques de l'OCDE ayant un impact sur nos affiliés. Nous avons formulé des commentaires sur les documents « Principes applicables aux partenariats public-privé » et « Meilleures pratiques nationales en matière de neutralité concurrentielle » pour veiller à ce que l'OCDE reconnaisse les limites, les risques et les conséquences de ces politiques.

De nombreuses institutions internationales de financement ont tardivement reconnu que leurs politiques avaient alimenté la crise financière mondiale. Le FMI a mené des activités techniques en vue de

prouver que la taxation du secteur financier était réalisable, et qu'il avait sous-estimé l'impact négatif des mesures d'austérité sur la croissance économique.

L'OCDE a publié son document-cadre intitulé « Nouvelles approches face aux défis économiques », qui passe en revue ses politiques et leurs contributions à la crise. La PSI a collaboré avec la CSC afin de veiller à ce que le rôle des services publics et les droits des travailleurs et travailleuses soient entièrement pris en compte dans ce document.

Le travail de la PSI dans le domaine du commerce a également été renforcé. En collaboration avec Third World Network, la PSI a négocié l'accès aux séminaires sur le commerce dispensés par le professeur Jane Kelsey pour les affiliés souhaitant de plus amples informations sur l'essor actuel des accords commerciaux et d'investissement. Ces nouveaux accords, dont le Partenariat transpacifique, font partie intégrante d'une nouvelle série d'accords multilatéraux qui seront négociés à compter de 2013. Ces accords pourraient avoir

un impact dévastateur sur la capacité des gouvernements à offrir des services publics de qualité.

En 2012, nous avons jeté les bases d'un travail complémentaire visant à placer les institutions financières internationales devant leurs responsabilités. De façon plus spécifique, la PSI a travaillé de concert avec la CSC afin de planifier le travail à réaliser par les comités de gouvernance publique de l'OCDE. En outre, nous nous sommes activement impliqués dans le regroupement mondial en faveur de la TTF et avons intégré le Groupe de stratégie sur les services financiers en vue de contrôler les accords commerciaux sur les services.

La PSI a également assuré un suivi des programmes fiscaux de plus grande envergure mis en place par les institutions financières internationales, étant donné que nous nous attendons à ce qu'en 2013, l'accent soit davantage placé sur la fiscalité, notamment au regard des possibilités de financement du socle de protection sociale, ainsi que sur les accords commerciaux. ➤



France



Philippines



Action publique des délégués en faveur de la taxe Robin Hood pendant le Congrès mondial de la PSI

Au cours de l'année 2012, le Conseil des syndicats mondiaux et la PSI se sont respectivement engagés à allouer 30 000 euros à leurs activités conjointes : site Web www.QPSActionNow.org, élaboration d'une boîte à outils pouvant être utilisée par les affiliés menant des campagnes SPQ à l'échelle municipale, ou encore embauche d'une coordinatrice à temps partiel, Morna Ballantyne. Pendant six mois, Morna Ballantyne a travaillé aux côtés de la PSI en vue de faire progresser la campagne lors de certains événements internationaux majeurs, dont la Conférence Rio+20 au Brésil, le Forum Urbain Mondial à Naples, ou encore la Conférence internationale sur le sida 2012, à Washington. Elle s'est également investie pour améliorer l'utilisation des médias sociaux, élargir la diffusion d'informations sur le site Web SPQ, ou encore rédiger la newsletter SPQ.

En outre, la campagne a permis de renforcer la coopération avec les organisations partenaires en faveur d'une nouvelle taxe sur les transactions financières. Un soutien organisationnel a permis de promouvoir la TTF en l'associant à la campagne SPQ, lui offrant ainsi une meilleure visibilité (notamment lors du Rio+20 et de la Conférence de 2012 sur le sida). La campagne SPQ et la PSI ont appelé à ce que les recettes des taxes sur les transactions financières soient utilisées pour soutenir le développement durable, via un financement adéquat des services publics de qualité. Une vidéo pour le Rio+20 a été produite conjointement par la PSI et la campagne SPQ. En outre, la galerie photo

intitulée « *Robin Hoods for an FTT* » (« Robin des Bois en faveur d'une TTF ») continue de se développer en ligne.

En collaboration avec son affilié, le *National Nurses United*, ainsi qu'avec ses partenaires, dont la CSI, la PSI a organisé une réunion stratégique internationale sur la campagne en faveur de la TTF, qui a rassemblé durant une journée 50 syndicats et ONG à la mi-janvier 2012, à Londres.

Les participant(e)s à cette réunion stratégique ont identifié une série d'actions et de ressources clés permettant de faire progresser la campagne TTF en 2012. Il a été convenu de se concentrer sur nos messages communs, notamment sur la nécessité d'instaurer une TTF pour financer des services publics de qualité.

Grâce aux efforts déployés par les groupes de travail dans ce domaine, qui se sont régulièrement réunis par visioconférences internationales, et à la collaboration permanente avec le réseau international en faveur de la TTF, notre coalition a pu, vers la fin de l'année, mettre en place toutes les grandes initiatives proposées en janvier :

- Document de démystification de la TTF, dans de nombreuses langues ;
- Semaine mondiale d'action en faveur de la TTF ;
- Actions lors du G8 à Chicago ;
- Atelier lors du Sommet des Peuples Rio+20, manifestation publique « Une taxe Robin des Bois pour un monde durable », ainsi qu'une présentation du Groupe pilote de l'ONU à Rio (Brésil) ;
- Lancement de la campagne américaine en faveur de la taxe Robin des Bois, menée par un affilié de la PSI, le NNU ;

- Marche pour la TTF à l'occasion du Forum mondial sur le sida, organisé à Washington D.C. ;
- Rassemblement « 1 000 Robin des Bois pour le bien commun » dans le cadre du Congrès mondial de la PSI, organisé à Durban (Afrique du Sud) ;
- Campagnes de plaidoyer axées sur les principaux membres de l'UE, afin d'introduire une TTF (11 pays nous ont à présent rejoints pour que cette taxe voie le jour).

Aux Etats-Unis, début mars 2012, la PSI a également pris les rênes de la campagne SPQ dans le Wisconsin, en effectuant une présentation clé sur la campagne SPQ lors d'une réunion de 700 syndicalistes à Milwaukee, et en précisant la portée de cette campagne à l'occasion de différents événements, notamment un rassemblement de 65 000 personnes à Madison. Voir : <http://wisafclcio.typepad.com/wisconsin-state-afl-cio-blog/2012/03/videos-reclaim-wi.html>

La PSI a également contribué au sous-titrage en français et en espagnol du nouveau documentaire intitulé « Le Wisconsin, c'est nous ! ». Elle a en outre organisé une tournée de présentation à travers le Canada. La projection de ce documentaire fut suivie de débats entre les affiliés et le public.

Les efforts ainsi déployés ont permis de développer la portée de la campagne SPQ, de renforcer les relations de la coalition internationale, et de sensibiliser les syndicats mondiaux et les organisations partenaires à l'importance des services publics. 📌

La sous-région Afrique australe était ravie d'accueillir le Congrès mondial de la PSI, organisé à Durban (Afrique du Sud), en novembre 2012. Nous souhaitons féliciter l'ensemble des participant(e)s à ce Congrès, couronné de succès.

Le travail de la PSI dans cette région s'est axé sur différentes priorités : renforcer les réseaux syndicaux et leur capacité, soutenir les mouvements démocratiques, renforcer la participation des femmes et des jeunes, promouvoir des services publics de qualité et défendre les droits syndicaux.

Signes de progrès

C'est à Abuja, au Nigeria, qu'a été lancé le réseau *African Municipal and Local Government Unions' Network* (AMALGUN), attirant de nombreux invités spéciaux, dont le Porte-parole de la Chambre fédérale des représentants, le Gouverneur de l'Etat du Delta, ou encore le Président du Congrès du travail du Nigeria. L'Afrique du Sud, le Ghana, la Tanzanie, le Kenya ou encore la Sierra Leone figurent notamment au nombre des pays membres.

Les activités du réseau des syndicats du secteur de la santé d'Afrique de l'Ouest dans la sous-région, qui englobe désormais le Kenya, la Tanzanie et le Rwanda, bénéficient du soutien financier de SASK (Finlande). Ce partenariat permettra d'améliorer la collaboration avec la *Sub-Regional West Africa Health Organisation* (WAHO) et de financer les programmes de sensibilisation dans les pays francophones et lusophones.

Les membres des réseaux proposés des syndicats de travailleurs et travailleuses des secteurs public et de l'électricité, se sont réunis en Afrique du Sud, juste avant le Congrès de la PSI. Les syndicats des services publics du Ghana, du Kenya, de Sierra Leone, de Tanzanie et du Nigeria ont accepté de se rencontrer les 25 et 26 février 2013, à Abuja. Les syndicats des travailleurs et travailleuses de l'électricité provenant d'Afrique du Sud, d'Ouganda, du Kenya, de Tanzanie, de Sierra Leone, du Ghana et du Nigeria se sont, quant à eux, réunis à Lagos, les 27 et 28 février 2013.

En Tanzanie, en Ouganda et à Zanzibar, des conseils de négociation nationale ont été mis en place afin de négocier les salaires et les conditions de travail.

En mars dernier, au Burkina Faso, la PSI et ses partenaires sont parvenus à faire passer un décret présidentiel rétablissant le droit de percevoir des cotisations syndicales.

En 2012, la coopération internatio-



Botswana

nale a continué de jouer un rôle majeur dans la promotion des services publics et des droits des travailleurs et travailleuses, et des syndicats. Par exemple, le projet axé sur le dialogue social, mené par LO-TCO dans l'Est de l'Afrique, a permis d'influencer de nombreuses politiques ayant un impact sur les travailleurs et travailleuses du secteur public. Dans 4 pays, les affiliés de la PSI ont été considérés comme des intervenant(e)s clés au sein des comités, des organisations parapubliques et des conseils à l'échelle nationale.

L'association des syndicats du secteur public a pu être enregistrée en Tanzanie, en Ouganda et à Zanzibar – un pas de plus vers l'octroi du statut d'observateur lors des réunions de la Communauté d'Afrique de l'Est. Le processus d'enregistrement s'est poursuivi au Kenya. A la suite d'une mission de la PSI, menée au Rwanda et au Burundi, le processus d'enregistrement a également pu débuter dans ces pays.

Un nouveau centre national – Public Sector Trade Unions (PUSETU) – a été enregistré au Kenya. Ce centre compte notamment le *Union of Kenya Civil Servants*, un affilié de la PSI. C'est le Secrétaire général de l'UKCS, Tom Odege, qui endosse la présidence nationale de ce nouveau centre.

Droits syndicaux

La PSI a rapidement réagi aux graves violations des droits syndicaux, en apportant son soutien aux syndicats et en protestant auprès des autorités politiques. Thèmes abordés :

- La grève de six semaines des travailleurs et travailleuses du secteur pu-

blic ayant fait l'objet de licenciements massifs et la suppression du concept de « service de base » au Botswana.

- La législation antisyndicale, ainsi que les menaces de restrictions au niveau des salaires et des avantages au Swaziland, où la situation demeure instable et la démocratie précaire.
- Les attaques, les arrestations et les menaces à l'encontre du SNAPAP en Algérie, notamment la tentative d'assassinat de son président en trafiquant les freins de sa voiture.
- Les cas de diffamation, de harcèlement et d'arrestation de dirigeants et de membres de syndicats indépendants en Egypte.
- Les attaques incessantes, notamment les incendies criminels, à l'encontre de l'UGTT en Tunisie.
- Les peines d'emprisonnement et les amendes à l'égard des syndicalistes au Tchad, et le décès ultime de Gustave N'Beta, un militant de la PSI, le 9 décembre.

Printemps arabe

En soutien aux mouvements du printemps arabe, la PSI a élaboré une stratégie de participation active dans le processus de démocratisation. Un projet financé par LO-TCO a apporté un soutien supplémentaire aux affiliés contribuant à l'essor de la démocratie et de la justice sociale en Egypte, en Tunisie, en Jordanie et au Liban. ➤

En 2012, le Prix des Syndicats des Services Publics de la PSI a été décerné au *All-Japan Prefectural and Municipal Workers Union*. Ce prix salue le leadership, le courage et l'engagement sans faille de ce syndicat pour venir en aide aux citoyen(ne)s touchés par le tremblement de terre, le tsunami, ainsi que la catastrophe nucléaire, qui ont frappé l'est du Japon en mars 2011. Le syndicat a poursuivi sa campagne visant à améliorer les conditions de travail, à réduire le renouvellement de personnel, ainsi qu'à pallier la forte pénurie d'infirmiers et infirmières. Trois millions de personnes ont signé la pétition en faveur de cette campagne.

Services publics de qualité

La PSI a soutenu de nombreuses campagnes visant à défendre et à promouvoir des services publics de qualité. Elle a également œuvré en faveur du renforcement des réseaux régionaux, de l'intégration des problèmes touchant les femmes et les jeunes travailleurs, ou encore fait pression sur la Banque asiatique de développement pour le respect des droits des travailleurs et travailleuses.

- Le *Korean Health and Medical Workers' Union* a poursuivi sa longue lutte en faveur de l'amélioration des soins de santé.
- La *Public Service Association* de Nouvelle-Zélande s'est dressé contre la perte de plus de 5 000 emplois.
- Menacé de coupes drastiques à court terme dans les budgets et les services, le *Community and Public Sector Union* d'Australie a souligné le besoin d'un secteur public solide et doté de ressources.
- La *New South Wales Nurses' and Midwives' Association* a mené une campagne contre les coupes importantes dans les indemnités des travailleurs et travailleuses, et les menaces à l'encontre des droits des employé(e)s du secteur public en Nouvelle-Galles du Sud.
- Phuong Sovan, Président de la *Independent Civil Servant Association* du Cambodge, a entamé une grève de la faim pour revendiquer une hausse des salaires, de meilleures conditions et la pleine liberté d'association pour les fonctionnaires.
- En Inde, la *Karnataka State Government Employees Association* a lancé une campagne pour une fiscalité équitable, un investissement dans les services publics et la fin de longues années de coupes budgétaires.
- Le 23 juin dernier, à l'occasion de la Journée mondiale des services publics,

le *Asia Pacific Youth Network* s'est rangé aux côtés de ses pairs du monde entier pour défendre des services publics de qualité.

- Bien qu'elles se poursuivent en Indonésie, les campagnes contre la privatisation des services d'électricité ont remporté un franc succès au Pakistan et en Australie.

Droits syndicaux et travail décent

On a pu observer d'importantes avancées et des luttes continues, afin de gagner de véritables droits de négociation pour les employé(e)s du secteur public.

- Le bureau régional de la PSI ainsi que le Conseil PSI-Corée ont intensifié leur campagne en faveur de la ratification des Conventions fondamentales de l'OIT. Le gouvernement a qualifié d'il-légales et a interdit toutes les activités du *Korean Government Employees Union*. Le KGEU et la PSI poursuivent leurs actions de plaidoyer à l'échelle nationale et internationale.
- La PSI et la *Karnataka State Government Employees Association* ont lancé une campagne en faveur d'une amélioration des droits syndicaux des fonctionnaires, et ont exhorté l'Inde à ratifier les Conventions 87 et 98 de l'OIT. Plus de 10 millions de travailleurs et travailleuses se sont rassemblés lors d'une journée de grève générale historique pour l'amélioration des droits des travailleurs et des syndicats en Inde.
- Les membres du *Jakarta Water Union* ont manifesté en vue d'obtenir de meilleurs salaires et conditions de travail. En octobre, des opérateurs privés ont finalement accepté d'augmenter
- le salaire de base des employé(e)s détachés.
- En novembre 2012, à la suite d'une plainte déposée par la PSI, l'OIT a demandé au gouvernement indonésien de garantir les droits des travailleurs et travailleuses, et les droits syndicaux. En décembre, le tribunal industriel a déclaré que la grève organisée en mai 2008 était légale, ordonnant la réintégration du plaignant, Arif Islam, et la restitution de son salaire et de ses avantages.
- Le gouvernement des Îles Salomon a ratifié six conventions fondamentales de l'OIT, dont celles relatives à la liberté d'association, à la négociation collective, à la discrimination et au travail des enfants.
- A la mi-décembre, le gouvernement des Îles Cook a promulgué une nouvelle loi sur les relations de travail – un tournant dans la législation qui renforce désormais la liberté syndicale, la négociation collective et la lutte contre la discrimination.
- A Fidji, le régime a interdit aux employé(e)s du secteur public et aux dirigeants syndicaux d'appartenir à un parti politique ou de se porter candidat lors des prochaines élections. En septembre dernier, la délégation de l'OIT a même été priée de quitter le pays.
- Dans le cadre de son travail de réorganisation des syndicats, la PSI a apporté toute son aide et sa solidarité à la fédération syndicale de Burma.
- La PSI, ses affiliés et d'autres fédérations syndicales internationales se sont réunis lors d'un forum national en Thaïlande, en vue d'appeler le gouvernement à ratifier les conventions de l'OIT sur la liberté d'association et la négociation collective. ➤



Bangladesh

Parmi les situations difficiles auxquelles les travailleurs et travailleuses du secteur public ont dû faire face dans la région interaméricaine en 2012, on peut notamment citer les séquences de la crise économique, un coup d'État au Paraguay, ou encore une recrudescence des attaques à l'encontre des syndicats.

Syndicalisation

Le Comité exécutif régional interaméricain (IAMREC) souhaitait en priorité soutenir la syndicalisation au niveau sectoriel, par le biais de programmes visant à renforcer les compétences des affiliés en matière de négociation, de syndicalisation et de campagne.

En 2012, les activités se sont axées sur les secteurs législatif, municipal et de la santé. Une réunion du secteur de la santé, organisée du 9 au 11 juin, à Rio de Janeiro, a rassemblé des représentant(e)s de République dominicaine, du Mexique, du Honduras, du Costa Rica, de Colombie, d'Équateur, du Chili, du Paraguay, d'Uruguay, d'Argentine et du Brésil. Le secteur municipal s'est, quant à lui, réuni du 25 au 27 septembre, à Buenos Aires. Des représentant(e)s en provenance d'Argentine, du Brésil, du Chili, de Colombie, d'Équateur, du Salvador, du Honduras, du Mexique, du Nicaragua, du Paraguay, du Venezuela et d'Autriche ont assisté à cette rencontre. Une réunion du secteur législatif avait été planifiée, mais a dû être annulée en raison de conflits d'emploi du temps des affiliés.

La consolidation des Comités nationaux de coordination (CNC) aux États-Unis et en Amérique centrale résidait également au cœur des priorités pour 2012. Cet objectif a été atteint aux États-Unis, au Honduras, au Guatemala, en République dominicaine et au Nicaragua, et demeure en cours de réalisation au Salvador. Le Mexique se retrouve, quant à lui, confronté à d'importantes difficultés pour établir un CNC.

Institutions internationales

Cette région adopte des stratégies pour veiller à ce que les travailleurs et travailleuses du secteur public puissent se faire entendre auprès des institutions internationales, dont les décisions influencent la qualité des services publics, ainsi que les droits des travailleurs et de leurs syndicats. Par exemple, contrairement à la Banque asiatique de développement, la Banque interaméricaine de développement (BID) est plus hermétique à la participation. Des efforts sont actuellement

déployés pour appeler à la création d'un forum syndical au sein de la BID. Des travaux similaires sont également menés en vue de garantir la participation de la PSI aux réunions de l'Organisation des États Américains (OEA), ainsi qu'aux débats publics sur les accords de libre-échange qui menacent les groupes vulnérables et l'intérêt public. Ces efforts sont entrepris en collaboration avec des partenaires de la société civile, des ONG et d'autres syndicats mondiaux.

Droits humains et droits du travail

Des communicants syndicaux **canadiens et européens**, ainsi que des affiliés nationaux en **Amérique**, ont répondu à un appel urgent à rejoindre le Réseau d'action des communicants de l'Internationale des Services Publics (PSI CAN), et ont ainsi intégré une équipe de spécialistes de la communication dans le **Wisconsin, aux États-Unis**, au début du mois de mars. Cette équipe a notamment produit des vidéos, des reportages photos, ainsi que des articles d'actualité, et a assuré la couverture médiatique internationale de la riposte des syndicats du Wisconsin contre la suppression des droits à la négociation collective. Une délégation de solidarité, composée de représentant(e)s de la PSI provenant du NUPGE et de la PSAC (Canada), ainsi que de la NSWNA (Australie), a également participé à cette initiative dans le cadre de la campagne de la PSI baptisée *Services publics de qualité - Passons à l'action !*

Les affiliés et les partenaires de la PSI ont intensifié leurs campagnes visant à convaincre les gouvernements de respecter les droits du travail, qui font cruelle-

ment défaut dans cette région, et d'adhérer aux conventions de l'OIT sur les droits des travailleurs et des syndicats. Vingt-deux militant(e)s, venant de neuf pays d'Amérique latine, ont reçu une formation pour mener à bien cette tâche.

Les actes de violence à l'égard des syndicalistes ont connu une recrudescence dans bon nombre de pays. La **Colombie** fait toujours figure de plus mauvais élève, et le **Guatemala** a le triste privilège d'arriver en deuxième position. Notre collègue Luis Ovidio Ortiz Cajas, membre du syndicat national des travailleurs de la santé du Guatemala (SNTSG), a été assassiné en mars 2012. Melvy Lizeth Camey Rojas, autre membre dirigeant du SNTSG, a été victime d'une tentative d'assassinat. En outre, des dizaines de militant(e)s de l'opposition, dont des syndicalistes, ont été assassinés au **Honduras**. En **Équateur**, la PSI a apporté son soutien à trois dirigeants syndicaux qui ont été persécutés, alors que le gouvernement imposait des licenciements massifs et violait en permanence les droits des syndicats du secteur public. Nous avons condamné le coup d'État législatif, survenu au **Paraguay**, le 22 juin, et collaboré avec le mouvement syndical international pour faire face à la suspension de la démocratie dans ce pays.

En revanche, on peut se réjouir de la progression du dialogue avec le gouvernement colombien et du fait qu'une nouvelle législation puisse réglementer le processus de négociation dans le secteur public. La PSI et l'OIT ont organisé une réunion bipartite entre les gouvernements et les syndicats des pays andins. Cette réunion, qui s'est tenue à Bogotá, au mois d'août, a bénéficié d'un large soutien du gouvernement colombien. 🇨🇴



Wisconsin, États-Unis

En 2012, les conséquences de la crise financière et des mesures d'austérité extrêmes ont continué de se propager à travers l'Europe, creusant ainsi les inégalités. Dans plusieurs pays européens, on a observé une augmentation inacceptable du chômage chez les jeunes, de la pauvreté, de l'exclusion sociale, du nombre de sans-abris, de suicides et de la prostitution.

Face à cette situation, les affiliés de la PSI dans cette région et les membres de la Fédération syndicale européenne des services publics (FSESP) ont lancé de grandes campagnes en faveur de la justice sociale et d'une répartition plus équitable des richesses. La FSESP est un acteur clé de la campagne en faveur d'une taxe sur les transactions financières, qui a connu un succès considérable sur le continent. Onze membres de l'Union européenne commencent à mettre en place des projets de taxe sur les transactions financières, en demandant enfin aux grandes banques de payer leur part.

Le 14 novembre, des millions de personnes ont envahi les rues européennes dans le cadre de la plus grande manifestation conjointe contre l'austérité jamais organisée. Ces manifestations ont rencontré un immense succès particulièrement dans le sud de l'Europe, où le chômage grimpe en flèche. Selon les statistiques de la Commission européenne, l'économie a connu un ralentissement en 2012, preuve que les mesures d'austérité sapent le redressement économique.

Un nombre record de travailleurs et travailleuses du secteur public ont participé aux manifestations et actions de grève, mettant en lumière l'impact dévastateur de l'austérité sur l'accès aux services publics, ainsi que sur les droits et les conditions de travail des prestataires de services.

Il ne fait aucun doute que l'austérité ne fonctionne pas. La FSESP poursuit sa campagne promouvant une approche différente, afin de combattre la stagnation et la récession économiques, notamment en investissant dans des emplois et des services publics de qualité, et de soutenir ainsi une croissance durable.

Autres faits marquants

- La FSESP a lancé la toute première Initiative Citoyenne Européenne visant à ce que la Commission européenne reconnaisse l'accès à l'eau et à des installations sanitaires comme un droit humain. Forte de plus de 1,3 million de signatures, cette initiative vient confirmer que « Notre eau n'est pas à vendre ».
- Un débat public a ensuite permis de

proposer des changements dans les pratiques de marchés publics, considérés comme un facteur du transfert des services publics vers le secteur privé. La FSESP a mis en lumière les nombreuses études sur les échecs de la privatisation, ainsi que la tendance à la remunicipalisation. Cette région a également participé à une Conférence conjointe Commission européenne-OIT sur l'impact de la restructuration des services publics.

- L'université d'été, organisée à Tbilissi (Géorgie), a permis d'aborder le thème des droits syndicaux et de la négociation collective en Europe de l'Est.
- En septembre, la FSESP a obtenu une copie d'un document appelant le gouvernement grec à réformer l'inspection du travail, à augmenter la « flexibilité » du temps de travail et à réinstaurer la semaine des 6 jours. Des « réformes » antérieures avaient déjà anéanti la négociation collective et fortement diminué les salaires minimums.
- En Espagne, le gouvernement a réduit les allocations de chômage, les retraites publiques, les primes de

Noël des fonctionnaires, ainsi que les avantages sociaux liés aux personnes à charge. Les entreprises publiques seront privatisées. Selon les prévisions, le chômage devait atteindre les 6 millions fin 2012.

- En septembre dernier, les syndicats italiens se sont mis en grève, en clamant « nous avons déjà payé ». Ils ont appelé le gouvernement à cesser de menacer les groupes les plus fragiles de la société.
- Au mois de novembre, le syndicat des travailleurs de la santé croate a lancé une action de lutte pour le respect des droits syndicaux, de la négociation collective et du dialogue social. Le gouvernement croate avait alors modifié unilatéralement l'accord collectif et refusé de s'engager dans un dialogue social digne de ce nom. Le budget proposé faisait état d'importantes restrictions à l'origine de pertes d'emploi et de coupes dans les services publics.

Pour de plus amples informations sur la FSESP et ses activités menées en 2012, n'hésitez pas à consulter le site www.epsu.org.



Action de solidarité avec des syndicalistes turcs, Belgique

ÉTATS FINANCIERS DE LA PSI 2012

Compte de résultats consolidé pour les 12 mois s'achevant au 31 décembre 2012	BALANCE 2012	BUDGET 2012	BALANCE 2011	Sup./Inf. au BUDGET
RECETTES				
Cotisations	7,602,029	7,631,000	7,653,805	-0.38%
Sources de recettes exceptionnelles	265,428	230,000	0	15.40%
Intérêts bancaires et produits des investissements	159,612	70,000	70,564	128.02%
Remboursements	57,042	30,000	105,158	90.14%
Recettes exceptionnelles	186,887	123,000	223,978	51.94%
Frais sur change devises	0	0	72,473	
Contributions aux Fonds	159,578	231,000	217,153	-30.92%
Contributions des bailleurs de fonds à la gestion des projets	460,009	449,000	512,723	2.45%
Recettes d'activités financées par des sources extérieures	1,435,011	1,627,000	1,691,415	-11.80%
TOTAL RECETTES	10,325,596	10,391,000	10,547,268	-0.63%
DÉPENSES				
Activités stratégiques	935,368	869,000	867,885	7.64%
Réunions statutaires (au niveau mondial)	2,186,979	2,051,000	385,747	6.63%
Réunions statutaires (au niveau régional)	159,002	133,500	341,939	19.10%
Réunions statutaires (au niveau sous-régional)	311,987	225,000	275,758	38.66%
Réunions externes	1,500	4,000	10,703	-62.50%
Réunions internes	5,941	3,000	48,877	98.03%
Frais de représentation (Siège)	70,957	47,000	36,567	50.97%
Frais de représentation ((sous)-régions)	156,371	160,790	157,977	-2.75%
Accord FSESP-ISP	903,044	903,000	883,189	0.00%
Communication	172,751	150,000	212,715	15.17%
Prix Kluncker Wurf	0	15,000	15,000	-100.00%
Contributions (CSI, Conseil des Syndicats mondiaux, etc.)	40,639	47,000	40,609	-13.53%
Frais de personnel (Siège)	3,280,425	3,210,000	3,165,186	2.19%
Frais de personnel ((sous)-régions)	1,411,934	1,426,156	1,331,238	-1.00%
Frais de bureau (Siège)	411,585	379,450	301,493	8.47%
Frais de bureau ((sous)-régions)	415,891	425,373	402,702	-2.23%
Frais de personnel/de bureau alloués aux projets	-460,009	-449,000	-512,723	2.45%
Audit	120,007	99,931	129,871	20.09%
Dons (dépenses)	118,549	231,000	169,894	-48.68%
Dépenses extraordinaires	43,692	0	32,496	
Pertes sur change devises	64,735	0	0	
DÉPENSES ISP	10,351,348	9,931,200	8,297,123	4.23%
Projets à financement externe	1,895,020	2,076,000	2,206,843	-8.72%
Amortissement	47,406	52,000	46,571	-8.83%
Provisions	59,000	90,000	218,500	-34.44%
Prélèvements sur réserves	-1,543,699	-1,565,200	-311,475	-1.37%
Montants alloués aux fonds ISP AID, AF et AP	80,008	0	126,128	
Montants prélevés sur fonds ISP AID, AF et AP	-41,351	0	-78,869	
TOTAL DÉPENSES	10,847,732	10,584,000	10,504,821	2.49%
EXCÉDENT/DÉFICIT	-522,136	-193,000	42,447	170.54%

SIÈGE

Daniel Bertossa, Responsable des politiques et stratégies à la PSI, a rejoint la PSI sous contrat à durée indéterminée effectif au 01/01/2012.

Diane Quelo-Nold, Assistante exécutive, a rejoint la PSI en signant deux contrats à durée déterminée, du 01/02/2012 au 30/11/2012 et du 01/12/2012 au 28/02/2013.

Gilles Landry, Comptable, a rejoint la PSI en signant deux contrats à durée déterminée, du 18/06/2012 au 30/09/2012 et du 01/10/2012 au 30/04/2013.

Cédric Depollier, Aide-comptable, a rejoint la PSI sous contrat à durée déterminée, du 01/10/2012 au 30/04/2013.

Sandra Vermuyten, Chargée des questions d'égalité et des droits, a rejoint la PSI sous contrat à durée indéterminée, effectif au 05/11/2012.

Le contrat à durée déterminée de **Sophie Reynaud**, Assistante aux Ressources humaines, a pris fin le 31/01/2012.

Chidi King, Chargée des questions d'égalité et des droits, a remis sa démission le 19/05/2012.

Détachements

Le contrat de **Rolv Hanssen**, Coordinateur du projet SPQ au niveau des services municipaux, a été prolongé du 01/07/2012 au 30/06/2013.

Fredrik Stellan, Campagne SPQ, du 16/01/2012 au 31/03/2012.

Sidsel Hjelme, Département Communications, du 23/04/2012 au 31/12/2012.

Contrats de consultance

Le contrat de **Genevieve Gencianos** de *Migrants Rights International* (MRI), Genève, Suisse, Coordinatrice de la PSI pour le Programme des migrations internationales et des travailleurs sociaux et de santé, a été renouvelé du 01/01/2012 au 31/12/2012.

Morna Ballantyne, Coordinatrice pour la campagne SPQ de la PSI et du Conseil des syndicats mondiaux (temps partiel, contrat financé conjointement), du 02/05/12 au 31/12/12, basée à Ottawa (Canada).

Stages

Linn Holmström de la *Linnaeus University*, Växjö (Suède), stagiaire du 16/01/2012 au 29/06/2012, a travaillé sur les projets liés à la santé.

Jillian Jean Neckar de la *International University*, Genève (Suisse), stagiaire du 16/01/2012 au 15/06/2012, a travaillé sur les projets liés à la santé.

Ravi Tripathi de la *Global Labour University*, Kassel (Allemagne), stagiaire du 13/02/2012 au 23/03/2012, a travaillé dans le domaine des services de distribution.

AFRIQUE ET PAYS ARABES

Bureau sous-régional – Afrique du Sud

Tichaona Fambisa, Coordinateur de projets pour l'Afrique du Sud, basé à Johannesburg (Afrique du Sud), sous contrat à durée déterminée du 01/04/2013 au 31/03/2015.

Virginia Setshedi, Coordinatrice de projets pour l'Afrique du Sud, basée à Johannesburg (Afrique du Sud), sous contrat à durée déterminée du 01/09/2012 au 31/08/2013.

ASIE-PACIFIQUE

Bureau régional – Singapour

Padmini Muthucumar, Coordinatrice financière, a pris sa retraite le 17/06/2012.

Angie Loh, Coordinatrice financière temporaire, sous contrat du 01/06/2012 au 31/05/2013.

INTER-AMÉRIQUES

Bureau de projets – Equateur

Verónica Montúfar, Coordinatrice de projets, sous contrat à durée déterminée du 01/03/2012 au 28/02/2015.



29e Congrès mondial de la PSI, Durban, Afrique du Sud, novembre 2012

45 avenue Voltaire, BP 9
01211 Ferney-Voltaire Cedex, France
Tél.: +33 450 40 64 64 – Fax: +33 450 40 50 94
psi@world-psi.org
www.world-psi.org